

Unité départementale de Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 10 novembre 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17 octobre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROLANFER RECYCLAGE

Port public Thionville/Illange
57270 Uckange

Références : ILLANGE_ROLANFER_2023-11-10_RAPVI-IED-leveeMED_DNE_25519
Code AIOT : 0006201395

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 octobre 2023 dans l'établissement Rolanfer recyclage implanté Port d'Illange 57970 Illange. L'inspection a été annoncée le 15 septembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite en objet fait suite à la visite du 29 novembre 2022 ayant notamment conduit à l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/N°7 du 16 janvier 2023.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2.2.6 "application de la directive IED" dans la mesure où les activités de l'établissement sont notamment classées au titre de la rubrique principale IED suivante :

- rubrique 3532 - valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour [...].

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Rolanfer recyclage
- Port d'Illange 57970 Illange
- code AIOT : 0006201395
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

La société Rolanfer recyclage est actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral n°89-AG/2-609 du 24 octobre 1989, modifié et complété par les arrêtés préfectoraux des 30 septembre 1998, 13 novembre 2014 et 5 juillet 2017, à exploiter les installations de traitement de déchets non dangereux suivantes sur le Port public de Thionville-Illange :

- une installation de broyage de déchets non dangereux non inertes (rubrique 2515) ;
- une installation de transit et traitement de déchets de métaux non dangereux (rubrique 2713).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3532 sont parues par décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au journal officiel de l'union européenne (JOUE) le 17 août 2018 et doivent être respectées dans un délai de 4 ans à compter de la publication au JOUE de la décision afférente, soit au 17 août 2022.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 prévoit des dispositions conformes aux meilleures techniques disponibles (MTD) permettant d'encadrer certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED. Cet arrêté ministériel est également applicable au site exploité par la société Rolanfer recyclage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositif de réduction des émissions canalisées dans l'air
- Fréquence des analyses air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Émissions atmosphériques - installations de traitement mécanique - MTD 25 technique de réduction des émissions atmosphériques MTD 14d	Arrêté ministériel du 17/12/2019 modifié, annexes 3.2 et 3.1 VI partiels Arrêté préfectoral du 24/10/1989 modifié, article 28 (partiel)	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription Arrêté préfectoral de mise en demeure (MED) DCAT/BEPE-n°7 du 16/01/2023	Sans objet
2	Rejet air - VLE canalisé (NEA et fréquence) MTD 8	Arrêté ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2 III (partiel) Arrêté préfectoral du 24/10/1989 modifié, article 28 (partiel)	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription Arrêté préfectoral de mise en demeure (MED) DCAT/BEPE-n°7 du 16/01/2023	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués mettent fin à la mise en demeure DCAT/BEPE-n°7 du 16 janvier 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émissions atmosphériques - installations de traitement mécanique - MTD 25 et technique de réduction des émissions atmosphériques - MTD 14d

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 17/12/2019, annexes 3.1VI et 3.2 partiels + arrêté préfectoral du 24/10/1989 modifié, article 28 partiel
Thème(s) : actions nationales 2022, IED BREF WT - MTD 25
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29 novembre 2022• type de suites qui avaient été actées : avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 16 avril 2023
Prescription contrôlée : <u>Annexe 3.2 :</u> [...] L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet [...] met en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales. [...]

<p><u>Arrêté préfectoral du 24/10/1989 modifié, article 28 :</u> Les émissions de poussières captées et aspirées devront être canalisées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage. [...]</p> <p><u>Annexe 3.1 VI - Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses :</u> L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles-ci [tableau non reproduit dans son intégralité] :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • Technique d : "confinement, collecte et traitement des émissions diffuses". Cela inclut des techniques telles que : <ul style="list-style-type: none"> ◦ [...] ◦ la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions ; • [...]
<p>Constats : Lors de la visite du 29 novembre 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'inspection avait constaté que le système d'aspiration par filtre à manches (dépoussiéreur) installé sur le broyeur de déchets métalliques était inutilisable (certaines conduites d'aspiration étaient démantelées) ; • l'exploitant avait justifié de la livraison programmée d'un nouveau dépoussiéreur répondant aux contraintes spécifiques dudit broyeur. <p>Le jour de la visite du 17 octobre 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitant a déclaré que l'installation du nouveau dépoussiéreur a été réalisée la semaine du 6 mars 2023 ; • l'exploitant a transmis à l'inspection le PV de réception de ce dépoussiéreur établi le 11 juillet 2023 ; • l'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none"> • la mise en place d'un nouveau dépoussiéreur sur le broyeur susvisé ; • le fonctionnement dudit dépoussiéreur.
<p>Observations : Au regard des constats, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2023 susvisé peut être considéré comme levé pour les prescriptions suivantes de son premier article :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mise en place sur le broyeur mécanique de déchets métalliques d'au moins une des techniques prescrites par l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel susvisé et l'article 28 de l'arrêté préfectoral susvisé ; • la mise en place d'un système d'aspiration des poussières opérationnel sur le broyeur de déchets métalliques prescrite par l'article 28 de l'arrêté préfectoral susvisé et par l'annexe 3.1 VI de l'arrêté ministériel susvisé.
<p>Type de suites proposées : sans suite</p>
<p>Proposition de suites : sans objet</p>

N° 2 : Rejet air - VLE canalisé - (NEA et fréquence) MTD 8

<p>Référence réglementaire : arrêté ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2 III partiel + arrêté préfectoral du 24/10/1989 modifié, article 28 partiel</p>
<p>Thème(s) : risques chroniques, poussières rejet canalisé</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29 novembre 2022 • type de suites qui avaient été actées : avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 16 avril 2023
<p>Prescription contrôlée :</p>

Annexe 3.2 III :

III. - Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets : effluents gazeux [tableau non reproduit dans son intégralité]:

- tous les traitements mécaniques des déchets

Poussières : 5 mg/Nm³ (ou 10 mg/Nm³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable), avec une fréquence de surveillance semestrielle ;

- traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques (sans VLE) :

- avec une fréquence annuelle :

- retardateurs de flamme bromés ⁽¹⁾
- PCB de type dioxine ⁽¹⁾
- métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) ⁽¹⁾
- PCDD/F ⁽¹⁾

- avec une fréquence semestrielle : COVT.

- [...]

⁽¹⁾ Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.

Arrêté préfectoral du 24/10/1989, article 28 :

Les émissions de poussières captées et aspirées devront être canalisées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage permettant sans dilution, le rejet d'air à une concentration en poussières inférieure à 50 mg/Nm³ (maximum instantanée) et 30 mg/Nm³ (en moyenne sur un poste).

[...]

Constats :

Lors de la visite du 29 novembre 2022 :

- l'inspection avait constaté que les émissions de poussières issues du broyeur de déchets métalliques sont canalisées ;
- l'exploitant avait déclaré que le dépoussiéreur du broyeur étant inutilisable une semaine après son installation, aucune analyse des émissions canalisées dans l'air du broyeur n'a pu être réalisée sur l'année 2022.

Le jour de la visite du 17 octobre 2023 :

- l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'analyses établi le 10 mai 2023 par un organisme agréé portant sur les émissions atmosphériques canalisées du broyeur ;
- l'inspection constate que :
 - l'ensemble des paramètres prescrits ont été analysés ;
 - les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission prescrites par l'article 28 susvisé et aux NEA MTD prescrites par l'annexe 3.2 III susvisée.

Concernant l'analyse du paramètre retardateurs de flamme bromés susvisé, l'exploitant a déclaré que la surveillance de ce paramètre n'était pas applicable à son activité.

L'exploitant a déclaré avoir programmé la prochaine campagne d'analyses pour le 30 octobre 2023 en vue de respecter la fréquence semestrielle prescrite sur certains paramètres (poussières et COVT).

Observations :

Au regard des constats, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2023 susvisé peut être considéré comme levé pour les prescriptions de son premier article relatives à la réalisation des analyses des émissions canalisées dans l'air prescrite par l'annexe 3.2 III de l'arrêté ministériel susvisé.

Type de suites proposées : sans suite

Proposition de suites : sans objet